



Ambassade de France au Pakistan
Service économique d'Islamabad

Islamabad, le 28 octobre 2022

Rédacteur : Luc Boyer

Pakistan : Veille économique du 28/10/2022

Le Pakistan sort de la liste grise du GAFI. L'agence de notation Fitch a dégradé la note de crédit souverain du pays à CCC +. Fortes tensions sur la dette et sur les Eurobonds et Sukuks. Déplacement à Riyadh du Premier ministre et du ministre des finances. La Banque asiatique de développement réaffecte 1,5 Md USD destinés à l'aide humanitaire d'urgence.

Le Pakistan sort de la liste grise du GAFI.

Le Pakistan est sorti de la liste grise du GAFI à l'occasion de la réunion plénière de l'institution vendredi 21 octobre.

Les points centraux de ce programme d'action consistaient à mettre en place un système crédible permettant la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et d'autres groupes armés.

Dans son communiqué, le GAFI souligne les progrès accomplis par le Pakistan. Il a assorti sa décision de la nécessité de réaliser des rapports réguliers sur la façon dont le Pakistan lutte contre le financement du terrorisme auprès de l'APG (« Asia/Pacific Group »), l'organisme régional de diffusion des principes du GAFI.

Le Pakistan figurait depuis 2018 sur la liste du GAFI qui renchérisait le coût des emprunts internationaux du pays.

L'agence de notation Fitch a dégradé la note de crédit souverain du pays à CCC +

Cette dégradation reflète (i) les tensions à court et à moyen sur la capacité pakistanaise à refinancer ses prêts ; (ii) les anticipations concernant les effets de la catastrophe climatique sur les déficits jumeaux ; (iii) les risques politiques accrus ; (iv) la dégradation des réserves de change de la banque centrale (7,6 Mds USD, soit un mois d'importations) ; (v) l'incertitude sur un éventuel assouplissement par le FMI des contraintes du programme en cours (contrairement aux recommandations du FMI, le gouvernement a baissé la TVA sur les énergies et l'augmentation trimestrielle de la TVA sur les tarifs de l'électricité prévue en octobre n'a pas eu lieu).

Fortes tensions sur la dette et sur les Eurobonds et Sukuks

Le risque de non-paiement des échéances de la dette pakistanaise, mesuré par le swap à 5 ans sur défaut de crédit (CDS), a augmenté de 52,8 % par rapport à la semaine dernière, ce qui signifie que les investisseurs considèrent que le pays pourrait ne pas parvenir à rembourser à l'échéance (5 décembre 2022) le Sukuk que le Pakistan avait contracté il y a 5 ans.

Les acteurs de marché avaient envoyé une première alerte sur les CDS en mai et juin dernier en raison de l'incertitude concernant les résultats de la négociation entre le gouvernement pakistanais et le FMI. De la fin août au 15 septembre 2022, le CDS s'était légèrement redressé.

Déplacement à Riyadh du Premier ministre et du ministre des finances

Aucun élément factuel n'a fuité des discussions économiques entre Saoudiens et Pakistanais, que ce soit en matière de reconstruction post-inondations ou d'un éventuel soutien macro-économique bilatéral.

Après la conférence du « Saudi Pakistan Business Council » qu'il présidait, le Premier ministre a annoncé que des investisseurs saoudiens avaient été intéressés par un projet de raffinerie et de complexe pétrochimique d'un montant de 12 Mds USD qui pourrait être lancé sur le port de Gwadar. On notera que le projet a été refusé il y a un an et demi par Saudi Aramco.

Le Premier ministre et le ministre des Finances s'apprêtent à se déplacer en Chine. M. Ishaq Dar avait annoncé que, pour faire face aux échéances financières du Pakistan (le pays doit rembourser 35 Mds USD au cours de l'année 2023), il essaiera de rééchelonner tout ou partie des 27 Mds USD de dettes (dont 16 Mds USD privées -dont les dettes circulaires sur l'énergie- et 11 Mds USD publiques) dues à la Chine).

Première réaffectation de crédit vers l'aide humanitaire d'urgence de 1,5 Md USD d'un programme de la BAsD.

La BAsD a débloqué le 26 octobre 1,5 Md USD dans le cadre du programme de renforcement d'une politique anticycliques actives (BRACE). La BAsD présente le programme BRACE comme une aide budgétaire au Programme de soutien du revenu de Benazir (BISP) devant permettre au gouvernement de faire face aux effets néfastes des inondations, aux ruptures de la chaîne d'approvisionnement, à la hausse de l'énergie, des prix du carburant et de l'inflation pour les personnes pauvres et vulnérables. Il s'agit en fait d'une réaffectation de crédits d'un programme qui avait été conçu pour soutenir la scolarisation et la couverture de santé et nutritionnelle de 9 millions d'enfants pauvres.